

CES BANQUES QUI FINANCENT LEURS PROJETS GRACE AUX PRINCIPES ÉQUATEUR

Elles sont aujourd'hui une quarantaine à évaluer l'impact des risques sociaux et environnementaux dans les financements de projets.

Souvent accusées de financer des projets contraires au respect de l'environnement, les banques ont réagi. En 2003, dix grandes banques mondiales se sont engagées à prendre en compte les problématiques sociales et environnementales des projets qu'elles financent. L'idée est d'allouer des crédits uniquement si les impacts sociaux et environnementaux sont évalués. Ils peuvent concerner la biodiversité, l'équilibre écologique, le maintien des espèces ou le déplacement de populations. À l'époque, des banques comme Citigroup, ABN-Amro, Barclays ou le Crédit Lyonnais adoptent déjà ces principes appelés Équateur pour leur caractère universel.

Cinq ans après la mise en place de ces critères, une quarantaine les a adoptés. En France, Calyon en a hérité du Crédit Lyonnais. Dexia et la Société Générale s'y sont mises plus récemment. Seules BNP Paribas et Natixis n'ont pas sauté le pas. L'enjeu s'est déplacé sur le terrain économique et financier. « Les entreprises comprennent que les aspects environnementaux et sociaux induisent de véritables risques financiers mais surtout de réputation » explique Éric Cochard, responsable du développement durable chez Calyon. Ainsi, l'emprunteur doit rectifier le tir et proposer des solutions pour résoudre le problème. « L'étude et la gestion des impacts peuvent conduire à la révision ou au réaménagement d'un projet » ajoute Éric Cochard. Selon les estimations, le coût de la mise en œuvre de ces principes atteint 2 à 3 % du montant du projet. Dans certains cas où la révision du projet est conséquente, comme la relocalisation de plusieurs dizaines de personnes, le coût peut représenter jusqu'à 10 %.

« Le coût des études d'impact est justifié car il permet d'éviter un risque futur » souligne Philippe Laget, directeur du développement durable à la Société Générale. Le respect des principes Équateur peut être un moyen de rassurer les emprunteurs sur leur engagement. Plus que le calcul du risque, les banques utilisent désormais cet engagement comme un argument commercial.

© 2007 La Tribune. Tous droits réservés.

L'utilisation du présent document est soumise aux lois internationales sur les droits d'auteur et fait l'objet d'une autorisation spécifique accordée pour la reproduction et la communication au public sur Internet.